



19^{ème} session du Conseil des droits de l'homme

Segment général

**Intervention de Monsieur Jean FEYDER, Représentant permanent
du Grand-Duché de Luxembourg - (Genève, le 1^{er} mars 2012)**

Madame la Présidente,

Le Luxembourg se rallie à la déclaration faite hier, durant le segment à haut niveau, par le Danemark au nom de l'Union européenne en particulier en ce qui concerne la situation des droits de l'homme en **Iran, au Sri Lanka et au Myanmar**.

Ce matin, dans le cadre du débat urgent, j'ai eu l'occasion de présenter la position de mon pays sur la situation des droits de l'homme en **Syrie**.

Dans tous les pays du « **printemps arabe** », le Luxembourg soutient les peuples qui se sont mis en marche et qui demandent plus de liberté et de dignité. Nous appuyons les gouvernements dans l'organisation d'élections libres. Nous reconnaissons le rôle fondamental que doivent assumer les Assemblées constituantes pour ancrer les valeurs de la démocratie, des droits de l'homme et des minorités, de l'Etat de droit ainsi que de la justice sociale.

Le Luxembourg reste préoccupé par la situation des droits de l'homme dans les **Territoires Palestiniens Occupés**. Nous demandons que soit respecté le droit fondamental des Palestiniens à l'auto-détermination et donc à créer leur propre Etat. Israël doit mettre fin à toutes les violations du droit international, du droit humanitaire et des droits de l'homme en particulier aux occupations de terres et aux colonies de peuplement qui, hélas, sont poursuivies et qui bloquent la relance des négociations de paix.

Madame la Présidente,

Le Luxembourg attache la plus grande importance au respect des droits des enfants. Mardi

dernier, nous avons signé le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant qui établit une procédure de présentation de 'communications' ou de plaintes.

Ce Conseil se doit d'assumer toutes ses responsabilités dans la promotion de la liberté de religion et de conviction et d'agir avec force contre toute intolérance, toute discrimination et toute violence dont sont victimes les **minorités religieuses**.

Nous soulignons l'importance de la question du **lien entre droits de l'homme et environnement** conscients du nombre rapidement croissant de victimes, de réfugiés – à côté des dommages inestimables - que la dégradation de nos systèmes écologiques et climatiques est en train de causer, comme nous l'a montré la réunion de la semaine passée, organisée sur initiative du Bangladesh et des Philippines.

Qu'il s'agisse du droit à l'eau, à la santé ou à l'éducation, au développement, bref de tous les droits visant à réduire la pauvreté, le Luxembourg accorde une égale importance à la promotion des **droits économiques, sociaux et culturels**.

Chaque jour, 25 000 personnes, surtout des enfants meurent de faim et de malnutrition. Il s'agit d'une violation flagrante du droit à la vie et du **droit à l'alimentation**. S'y ajoute qu'un milliard d'êtres humains souffrent du même fléau. Alors que 80 % de ces personnes sont des ruraux, des petits paysans, le temps est venu pour mieux nous occuper des droits de ces personnes.

Le Luxembourg continuera d'agir pour défendre et promouvoir les **droits des femmes**, notamment rurales victimes, comme tant d'autres, de graves et nombreux traitements discriminatoires.

Je vous remercie.